

Un divorce à hauts risques pour l'Union

La sortie du Royaume-Uni sera complexe et menace de mettre toujours plus à mal la cohésion européenne

Le vote en faveur du « Brexit » est le symptôme d'une profonde panne du projet européen. Tous en conviennent. « Aujourd'hui, c'est l'*histoire qui frappe à notre porte, ce qui se joue c'est la dilution de l'Europe* », a reconnu le président français, François Hollande, à l'Elysée, vendredi 24 juin. La chancelière allemande, Angela Merkel, à Berlin a, sur le même ton, souligné que « ce jour est une césure pour l'Europe et son processus d'unification ».

« Cette maison doit être rénovée, elle peut être réparée, mais c'est notre maison », a pour sa part déclaré le président du conseil italien, Matteo Renzi. Les trois dirigeants s'entretiendront lundi 27 juin à Berlin, où les ministres des affaires étrangères des six pays fondateurs (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Italie) devaient se rencontrer dès samedi.

Déjà ébranlée par la crise de l'euro, puis à l'été 2015, par celle des réfugiés, l'Union européenne (UE) se trouve aujourd'hui face à un défi sans précédent. Depuis soixante ans, la construction communautaire était toujours allée de l'avant, malgré des maliases récurrents, jusqu'à intégrer vingt-huit pays. Pour la première fois, cette dynamique s'inverse. Si le Royaume-Uni a toujours eu une place à part dans l'UE, le départ de ce pays – deuxième économie mondiale –

l'affaiblit aussi considérablement sur le plan diplomatique et militaire.

Le projet européen est-il menacé ?

La sortie d'un pays membre de l'UE, même s'il ne figurait pas parmi les six fondateurs de la Communauté économique européenne (CEE), même s'il a collectionné les dérogations (à la zone euro ou à Schengen) et même s'il a souvent ralenti – voire bloqué – le processus de la construction européenne, suscite la stupeur.

Personne, à ce stade, ne paraît en mesure de dire si l'un ou l'autre dirigeant sera capable d'impulser ce que tous décrivent comme d'impérieuses nécessités : une refondation du projet et la restauration de la confiance des opinions publiques, tentées par le repli et un populisme qui agrège l'europhobie, la critique des élites, la peur de l'étranger et la crainte de la mondialisation. « Face à des citoyens à qui elle ne parle plus depuis plus de vingt-cinq ans, l'Europe doit faire la preuve de son utilité », résume Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman.

Dans son intervention, le président français a certes rappelé que « pour aller de l'avant, l'Europe ne peut plus faire comme avant », évoquant des initiatives à prendre dans les domaines de la sécurité, la protection des frontières, l'in-

vestissement pour la croissance et l'emploi, le renforcement de la zone euro et de sa gouvernance.

Mais le contraste est saisissant avec la prudence de la chancelière allemande. L'avenir dépend « de notre volonté et de notre capacité à analyser la situation avec calme et sang-froid et d'évaluer, sur cette base et ensemble, les bonnes décisions à prendre », a affirmé celle qui a déjà vécu de l'intérieur l'écroulement d'un empire et ne croit pas aux remèdes miracles.

La période d'incertitude qui s'ouvre risque en outre de faire ressurgir d'autres divergences entre les désormais Vingt-Sept. L'Allemagne refuse toute relance institutionnelle, particulièrement sous pilotage franco-allemand, et devrait continuer, par exemple, de défendre le principe d'une stricte discipline budgétaire. Quant à la France, elle sera désorientée par le départ d'un pays qui partageait l'essentiel de son approche dans le domaine de la diplomatie et de la sécurité.

Quand le Brexit sera-t-il effectif ?

En annonçant sa démission, le premier ministre britannique, David Cameron, a précisé qu'il resterait aux commandes jusqu'en octobre et qu'il appartiendrait à son successeur de lancer les négociations de sortie. C'est Londres qui doit demander l'activation de l'article 50, « clause de retrait » intro-

duite par le traité de Lisbonne, en 2009, et prévue à l'origine pour permettre à un pays... de s'abstenir de participer à une éventuelle armée européenne.

Avant que le divorce ne soit officiellement prononcé, le Royaume-Uni restera membre de l'UE. Ses eurodéputés continueront à siéger, les fonctionnaires britanniques conserveront leurs postes – pour la suite, leur statut devra faire l'objet d'une négociation –, et les ministres de Sa Majesté pourront, s'ils le désirent, participer aux différents conseils, sauf quand seraient évoquées les modalités de la séparation.

Les dirigeants européens présentent le gouvernement britannique de le faire au plus vite pour ne pas ajouter à l'incertitude. Car, en réalité, c'est une double négociation qui devra s'ouvrir. L'une sur les modalités du départ du Royaume-Uni, l'autre sur les futures relations entre Bruxelles et Londres, devenue la capitale d'un « pays tiers » n'ayant plus accès au marché intérieur – qu'il avait largement contribué à façonner – et auquel il devra renégocier son accès. En optant pour un simple accord de libre-échange ou pour un accord d'association incluant un volet commercial, mais aussi politique ?

La négociation sur la sortie proposera un vote à la majorité des Etats membres, à faire approuver ensuite par le Parlement. Celle sur les futures relations devra se con-

clure par un vote à l'unanimité, une approbation par les eurodéputés et une éventuelle ratification par les parlements nationaux, en vertu des règles constitutionnelles des différents Etats. Compliqué.

Un effet domino est-il à craindre ?

Les risques sont réels alors que les mouvements populistes ont le vent en poupe dans nombre de pays de l'UE, comme les Pays-Bas, le Danemark, la France ou l'Autriche. « A court terme, le résultat britannique va galvaniser de telles formations prospérant sur l'europhobie mais le plus grand danger pour le projet européen est surtout leur influence sur les partis traditionnels », analyse Jean-Yves Berthoncini, directeur de l'Institut Jacques-Delors.

Le meilleur moyen d'éviter la « contagion », estime-t-on à Bruxelles, c'est d'engager, très vite, une négociation sans concession avec le Royaume-Uni. Surtout ne pas jouer le statu quo, ou ne pas proposer à Londres des conditions de sortie trop avantageuses. Sinon, plus aucun argument ne viendrait justifier l'appartenance à l'UE, et contrer le discours des dirigeants populistes europhobes.

Comment relancer l'Europe ?

C'est la grande question et rien qu'à Bruxelles, elle divise. Il y a

ceux – de plus en plus nombreux – qui forment le camp des réalistes, dont font partie le Polonais Donald Tusk, président du Conseil européen ou le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem, à la tête de l'Eurogroupe. Ils appellent les élites européennes à renoncer à leurs projets de « poursuivre l'intégration et l'élargissement politique de l'UE », au motif que ce n'est pas ce que réclament les opinions publiques. Ils recommandent de se concentrer sur ce qui les préoccupent vraiment : sécurité, emploi, croissance.

C'était déjà le diagnostic posé par le président de la Commission de Bruxelles, Jean-Claude Juncker, quand il avait été nommé à ce poste fin 2014. Il avait mis sur la table dix priorités, dont celle de « moins réguler », de se concentrer sur la croissance et d'en finir, en partie, avec le traitement exclusivement « austérien » de la crise financière de 2008-2010.

L'allemand Manfred Weber, chef de file des conservateurs au Parlement européen – et proche d'Angela Merkel –, assurait au Monde vendredi matin « qu'il faut réformer l'Europe. Mais il faut s'accorder une période de réflexion et, d'abord, c'est le point de départ, obtenir de nos dirigeants, d'Angela Merkel et de François Hollande, et de tous les autres, un engagement très clair qu'ils sont prêts à résoudre ensemble nos problèmes communs d'Européens ». L'élu bavarois met le doigt sur ce qui déses-



se démarque de Merkel

Dans un texte commun, Sigmar Gabriel et Martin Schulz critiquent le tout-austérité

BERLIN - correspondant

Ya-t-il une réponse sociale-démocrate à la crise que traverse l'UE ? Sigmar Gabriel, président du parti social-démocrate allemand (SPD), et Martin Schulz (SPD), président du Parlement européen, tentent de répondre oui et par là-même de se démarquer de la chancelière Angela Merkel. Ils ont publié, le 24 juin, un texte intitulé « Refonder l'Europe » dans lequel ils émettent dix propositions.

Sur le plan institutionnel, ils souhaitent que la Commission de Bruxelles devienne un « vrai gouvernement européen » contrôlé par deux Chambres, le Parlement européen et une assemblée représentant les Etats membres. Par ailleurs – et c'est le cœur du document – les deux hommes préconisent un « tournant de la politique économique » et un « pacte pour la croissance » en Europe. Ils souhaitent notamment que l'actuel pacte de stabilité et de croissance insiste davantage sur ce second aspect et moins sur le premier.

Pour un « FBI européen »

Les deux dirigeants plaident aussi pour un renforcement de la politique étrangère commune et pour une lutte plus offensive contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale. Au chapitre de la sécurité, ils évoquent un « FBI européen » et une véritable coopération entre les Etats contre le terrorisme. Enfin, ils préconisent une « politique d'immigration commune », un contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne également commun (mais ils ne disent pas comment y parvenir) et une « protection effective des droits fondamentaux » avec notamment la pu-

blication d'une « charte européenne des droits fondamentaux adaptée à l'ère numérique ».

Selon la presse allemande, les ministres allemand et français des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier et Jean-Marc Ayrault, qui devaient se retrouver samedi matin à Berlin avec leurs collègues italien, belge, néerlandais et luxembourgeois, devraient publier une déclaration commune qui reprendrait un certain nombre de ces éléments et insisterait sur l'importance du couple franco-allemand pour sortir de la crise actuelle.

Si ces propositions reprennent en grande partie des idées déjà évoquées par la social-démocratie européenne ces derniers temps, difficile de ne pas y voir également une prise de position anti-Merkel. Vendredi 24 juin, la chancelière allemande a clairement laissé entendre qu'à ses yeux, une relance institutionnelle de l'Europe n'était pas d'actualité.

De plus, connaissant la faiblesse politique de François Hollande et ne se retrouvant pas dans les propositions de Nicolas Sarkozy – qu'elle a reçu très discrètement mardi –, elle n'entend pas miser sur le moteur franco-allemand dans les mois à venir. Comme par hasard, les sociaux-démocrates insistent sur ces deux points.

En revanche, on notera que le document des deux dirigeants du SPD passe totalement sous silence une Europe de la défense. Pour Angela Merkel, Vladimir Poutine constitue une vraie menace contre laquelle il faut faire preuve de fermeté alors que pour le SPD, il est plus urgent que jamais de restaurer une relation de confiance avec le président russe. ■

L'ancien maire de Londres, Boris Johnson ; le président français, François Hollande ; la chancelière allemande, Angela Merkel ; le premier ministre britannique et son épouse, David et Samantha Cameron, le 24 juin.

GLYN KIRK/AFP; JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH POLITICS POUR « LE MONDE »; MARKUS SCHREIBER/AP; STEFAN WERMUTH/REUTERS

père le plus grand nombre de fonctionnaires et de diplomates bruxellois : le manque, voire l'absence totale de solidarité qui s'est exprimée ces derniers mois entre dirigeants européens, surtout à l'occasion de la crise des migrants.

A combien pour relancer l'Europe ?

Angela Merkel a mis en garde contre des « solutions rapides et simples qui diviserait encore davantage l'Europe ». A Berlin et à Bruxelles, on est plutôt partisans d'un discours rassembleur, à vingt-sept, de ne pas se concentrer uniquement sur les dix-neuf pays de l'union monétaire, comme pourrait le privilégier la France, de peur de fragmenter encore plus une Europe déjà minée par le manque de solidarité.

Relancer l'Europe à partir des six pays fondateurs ? Les ministres des affaires étrangères des Six tentent de fait depuis le début du printemps de réamorcer un cercle de réflexion. Même si les responsables bruxellois ne désapprouvent pas, ils croient peu à ce format. « Même à six, ils ne sont pas sur la même ligne », soulignent plusieurs sources diplomatiques. Les Pays-Bas sont sur une ligne eurosceptique, et le couple franco-allemand tourne de plus en plus à vide. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX,
FRÉDÉRIC LEMAÎTRE,
PHILIPPE RIDET, MARC SEMO,
ET IFAN-PIERRE STROOBANTS

« Il n'y a pas de fatalité aux maux dont souffre notre pays. »

Jean Tirole

« Rétablir la paix sur tous les fronts des débats économiques. »

Le Monde

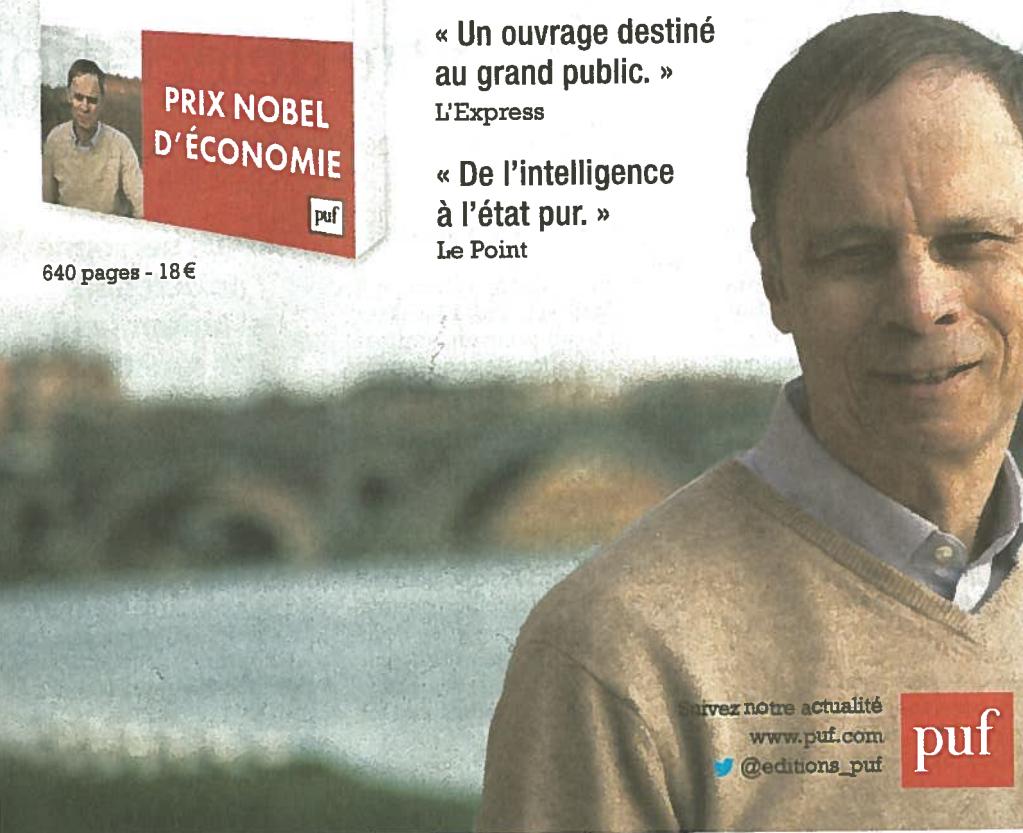
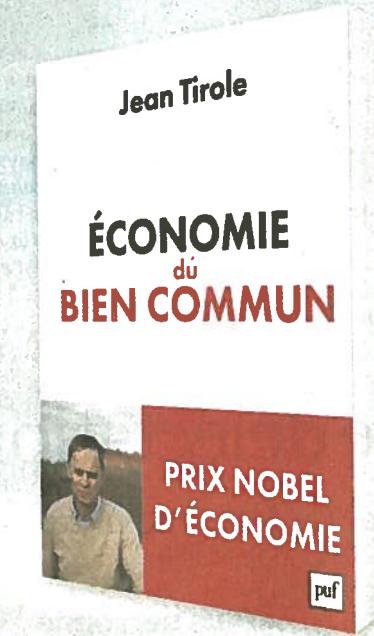
« Un livre fondateur. »
Challenges

« Un pavé dans la mare pour le débat de la présidentielle 2017. »

Le Figaro

« Un ouvrage destiné au grand public. »
L'Express

« De l'intelligence à l'état pur. »
Le Point



Suivez notre actualité
www.puf.com
@editions_puf

pu^f